



Banque du Léman  
Rapport Annuel

2018

# Sommaire

Message du Président du Conseil d'administration et du Directeur général	p. 2
Environnement économique	p. 5
Chiffres clefs 2018 et Perspectives 2019	p. 7
Le groupe Caisse d'Epargne Rhône Alpes	p. 9
Gouvernance	p. 10
Indicateurs financiers	p. 17
Etats financiers au 31 décembre 2018	p. 18
Opinion d'audit	p. 39

## Message du Président du Conseil d'administration et du Directeur Général

Nous avons le plaisir de vous présenter le cinquième rapport annuel de la Banque du Léman portant sur l'exercice clos au 31 décembre 2018.

### 2018, année de l'équilibre financier.



**Alain DENIZOT**  
Président du Conseil  
d'administration

L'année 2018 marque la fin du premier plan stratégique de la Banque qui couvrait la période de 2014 à 2018. Pour ce premier plan, les enjeux étaient de taille : démontrer qu'il était possible de créer une nouvelle banque de détail en Suisse romande en partant de zéro : installation d'une nouvelle marque, acquisition d'une clientèle sans rachat d'un portefeuille existant, développement d'une activité dans un environnement prudentiel toujours plus contraignant. Moins de cinq ans après le lancement de l'activité commerciale, la satisfaction est de mise. La Banque compte désormais plus de 7'000 clients, principalement des clients privés, frontaliers et résidents suisses, mais également des entreprises suisses. Ces clients nous font confiance au quotidien pour la gestion de leurs avoirs et leurs opérations bancaires. La Banque du Léman, c'est également aujourd'hui un acteur reconnu dans l'octroi de crédits hypothécaires en Suisse romande. Le portefeuille hypothécaire de la Banque n'a cessé de croître au cours de ces quatre dernières années. Si à fin 2014, il ne pesait qu'un peu plus de CHF 2 millions, il s'établit à fin 2018 à près de CHF 612 millions, réparti majoritairement sur des biens en Suisse romande, mais également, à titre secondaire, sur des biens en France. Ces performances commerciales, combinées à une gestion saine depuis cinq ans, ont permis à la Banque d'afficher pour la première fois de son histoire un résultat net annuel bénéficiaire au titre de l'exercice 2018. Cette étape majeure était une condition indispensable et permet d'envisager la poursuite du développement de la Banque sur des bases solides et pérennes.



**Pascal DUCHAINE**  
Directeur général

### De grandes ambitions pour les années à venir.

L'atteinte de l'équilibre financier n'est qu'une première étape dans le développement de la Banque. Conforme à l'esprit entrepreneurial qui anime les équipes de la Banque depuis ses débuts, un nouveau plan stratégique et de nouvelles ambitions ont été définis pour les années 2019 à 2022. A commencer par la volonté de s'imposer encore plus comme la Banque des frontaliers. Près de 170'000 résidents français traversent tous les jours la frontière pour travailler en Suisse, dont 110'000 dans le bassin lémanique. De par son enracinement en Suisse, mais également en France avec sa maison-mère, la Caisse d'Épargne Rhône-Alpes, la Banque veut s'imposer comme une banque de



référence pour les frontaliers. Pour y parvenir, des outils dédiés pour faciliter la gestion à distance, une présence physique en plein cœur de Lausanne, mais également des offres et services exclusifs pour la communauté frontalière vont être mis en place prochainement.

La clientèle privée suisse demeure également au cœur de notre stratégie. Nous avons une volonté claire d'accompagner les résidents suisses dans leurs projets immobiliers, que ce soit pour l'acquisition de leur résidence principale, ou bien pour l'achat de résidence secondaire ou bien de rendement, en Suisse comme en France. Voulant devenir la banque principale pour cette clientèle, l'offre de service actuelle va également être étoffée afin de répondre au mieux aux attentes.

Le nouveau plan stratégique 2019-2022 a également pour ambition d'accélérer le développement de l'activité auprès des entreprises suisses, et notamment les filiales de groupes français implantées en Suisse.

Ces ambitions commerciales vont s'accompagner de changements internes afin d'anticiper et répondre au mieux aux défis qui nous attendent. A commencer par l'environnement informatique, avec un vaste projet de migration vers la plateforme FINOVA prévu en 2020. Cette évolution permettra à la Banque de se doter d'un système informatique performant permettant de réaliser d'importants gains de productivité mais surtout offrira l'opportunité de se doter d'outils innovants pour nos clients. Un plan de recrutement ambitieux est également anticipé. Ceci nous permettra à la fois de conforter notre volonté d'être une banque humaine et de maintenir un contact de qualité avec nos clients, mais également de répondre aux exigences réglementaires.

Pour conduire ce nouveau plan stratégique, la Banque peut compter sur une gouvernance partiellement renouvelée, avec notamment l'arrivée d'Alain Denizot en tant que Président du Conseil d'administration de la Banque et Monsieur Pascal Duchaine, nouveau directeur général.

## **Citius, Altius, Fortius.**

Plus vite, plus haut, plus fort. Cette devise olympique est sans doute un des leitmotivs qui anime au quotidien nos équipes. Pour incarner cet état d'esprit, la Banque a renouvelé deux soutiens majeurs. Tout d'abord, elle a confirmé qu'elle accompagnera ces trois prochaines années les navigateurs suisses Valentin Gauthier et Simon Koster dans leur aventure commune qui devrait les conduire sur les routes de la mythique Transat Jacques Vabre. Nous voyons dans Valentin et Simon, deux suisses ayant la volonté de rivaliser avec les plus grands navigateurs, une véritable incarnation des valeurs qui animent la Banque du Léman.

Un autre partenariat auquel nous sommes particulièrement attachés, est sans nul doute celui avec le Tour de Romandie en tant que sponsor officiel du maillot blanc du meilleur jeune. Nous voyons dans cet engagement la volonté d'être au côté d'un jeune plein d'espoir, qui



n'hésite pas à se dépasser pour devenir un leader dans son domaine. La Banque ne pouvait pas prendre plus bel exemple pour son propre développement.

Nous souhaitons remercier l'ensemble de nos clients pour la confiance et les encouragements qu'ils nous témoignent depuis cinq ans déjà. Merci également à l'ensemble de nos collaborateurs et administrateurs pour la qualité de leur engagement et de leur travail. Nous sommes aujourd'hui fiers que nos clients et nos collaborateurs puissent affirmer : « La Banque du Léman, notre banque ! ».

Alain Denizot  
Président du Conseil d'administration

Pascal Duchaine  
Directeur général

## Environnement économique

### 2019, la fin de l'embellie ?



**Bruno LAURENT**  
Directeur général adjoint

Directeur administratif et financier

Si le début de l'année 2018 avait été marquée par une croissance soutenue et globalement synchronisée entre les différentes zones de la planète, 2019 s'annonce comme une année plus incertaine, où le pessimisme devrait dominer.

Depuis le troisième trimestre 2018, des signes annonciateurs d'une possible récession sont observés. Le Fonds monétaire international (FMI) met notamment en garde contre les « nuages en train de s'amonceler ». Le contexte international actuel n'est en effet guère réjouissant : la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine, mise en suspens ces derniers mois, pourrait rapidement reprendre si aucun accord définitif n'est trouvé. Plus globalement, les tensions entre les Etats-Unis et leurs partenaires commerciaux fragilisent l'économie mondiale tout entière. Le Brexit constitue une autre source d'incertitude majeure. A ce jour, aucune issue claire ne se dessine, et les conséquences tant pour le Royaume-Unis que pour l'Europe restent très incertaines. A cela s'ajoute, les regains de tensions géopolitiques, la politique monétaire des principales banques centrales, ou encore la montée du populisme.

En termes de croissance, la Chine, véritable moteur de l'économie mondiale, voit son activité décélérée. Le PIB de grandes puissances telles que l'Allemagne ou le Japon a commencé à se contracter depuis le 3<sup>ème</sup> trimestre 2018. Les Etats-Unis ne sont pas épargnés par cette tendance. Affichant une croissance d'environ 3% en 2018, cette dernière ne devrait pas dépasser 2.1% en 2019. La Suisse connaît elle aussi un ralentissement. Le Groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions conjoncturelles vient de revoir à la baisse ses prévisions de croissance pour 2019 et table désormais sur une croissance de 1.1 % au lieu de 1.5 %.

Dans ce contexte, un certain nombre d'experts prédisent la fin d'un cycle d'expansion économique et potentiellement les prémices d'une récession qui pourrait apparaître dès 2020.

### Evolution des taux d'intérêts sur 2019

La Banque Nationale Suisse (BNS) reste constante dans ses décisions et conserve sa politique monétaire inchangée. Son principal taux directeur est maintenu à -0.75% sans perspective d'évolution à court terme. Et il semble raisonnable de penser qu'il n'y aura aucun resserrement de la politique monétaire avant un éventuel relèvement des taux par la Banque centrale européenne (BCE), d'autant plus que l'inflation observée se maintient dans sa fourchette. Un premier relèvement des taux directeurs suisses est donc improbable avant début 2020. Dans ce contexte, les taux courts (à moins de 12 mois) ne devraient pas évoluer sensiblement sur 2019. En revanche, les taux

longs devraient poursuivre une lente remontée de quelques dizaines de points au cours de l'année à venir. Leur augmentation est toutefois susceptible de s'accompagner de fluctuations à la hausse comme à la baisse.

## **Evolution du franc suisse sur 2019**

En 2018, le franc suisse est revenu proche de ses niveaux avant décision de la BNS de supprimer le floor sur la pair EURCHF à 1.20. Il s'est ensuite renchéri à nouveau pour se stabiliser fin 2018 dans une fourchette comprise entre 1.13 à 1.14 pour un euro.

Il est relativement difficile d'anticiper les évolutions du franc suisse. Cette devise n'évolue pas uniquement en fonction de fondamentaux économiques mais est au contraire très sensible à tout événement majeur intervenant sur la scène mondiale. La BNS continue d'estimer que le franc suisse reste encore surévalué et entend poursuivre une politique monétaire visant à empêcher un renchérissement de la devise helvétique. Néanmoins, la survenance d'événements économiques ou politiques majeurs pourrait avoir des répercussions significatives sur la monnaie suisse : une Union Européenne affaiblit par un no-deal dans le cadre du Brexit, une aggravation des tensions commerciales internationales, une crise politique (conflit, élection de parties extrémistes ou populistes).

Dans ce contexte, il semble actuellement peu probable que le franc suisse puisse se renchérir dans les prochains mois au-delà de 1.10 pour un euro. Un retour vers les 1.18 semble en revanche envisageable, sans dépasser les 1.20.

# Chiffres clefs 2018 et perspectives 2019

## Chiffres clefs 2018

Avec plus de 7'000 clients à fin 2018, la Banque continue à grandir et à s'affirmer sur le marché bancaire de Suisse romande, notamment auprès des frontaliers. La Banque renforce également sa présence sur le marché hypothécaire, avec un portefeuille qui est passé de CHF 474 millions fin 2017 à CHF 612 millions fin 2018, représentant une hausse annuelle de près de 30%. Cette progression illustre l'ambition de la Banque à devenir un acteur connu et reconnu sur le marché hypothécaire romand. De plus, grâce à son offre dédiée à la clientèle des Petites et Moyennes Entreprises (PME), la Banque a commencé à construire un portefeuille de crédits entreprises, s'établissant à CHF 39 millions fin 2018. Les dépôts de la clientèle ont quant à eux progressé de 88% pour atteindre CHF 141 millions au 31 décembre 2017.

A fin 2018, la Banque du Léman bénéficie toujours de fonds propres largement excédentaires. Pour soutenir ses objectifs anticipés de croissance, une augmentation de capital de CHF 40 millions a été réalisée en décembre 2018, portant le montant du capital social à CHF 106 millions.

Les revenus de la Banque pour 2018 s'établissent à CHF 11.2 millions contre CHF 7.6 millions en 2017, soit une croissance de 47%. Ils sont majoritairement portés par une marge nette d'intérêts en nette progression, passant de CHF 6.1 millions en 2017 à CHF 8.7 millions en 2018. Le résultat de négoce, principalement composé de spreads de change sur des opérations de la clientèle, s'inscrit également en hausse à CHF 1.9 millions contre CHF 1.4 millions en 2017 ; une croissance qui s'explique par l'augmentation du nombre de clients, notamment des frontaliers. Le résultat des opérations de commissions affiche également une belle progression, passant de CHF 0.1 million en 2017 à CHF 0.7 millions à fin 2018.

Les charges d'exploitation sont restées globalement stables par rapport à 2017 et s'établissent à CHF 10.3 millions au 31 décembre 2018, en ligne avec le budget. A noter que les charges 2018 incluent les coûts non récurrents de l'augmentation de capital réalisée en décembre 2018.

Le coût du risque est maintenu à un niveau très bas avec un montant de provisions au bilan de CHF 0.1 millions (CHF 0.1 millions en 2017). Par ailleurs, une provision sur encours sain est également progressivement constituée. Elle s'établit à CHF 0.7 millions à fin 2018. Cette provision est considérée comme une réserve latente conformément au principe de prudence reconnu en normes suisses.

## Perspectives 2019

L'année 2019 est la première année du nouveau plan stratégique de la Banque. Elle devrait être marquée par la poursuite du fort développement commercial initié depuis le lancement de la Banque en 2014. La Banque a notamment pour ambition de poursuivre ses efforts

pour devenir une véritable référence pour ses clients frontaliers. Cela passera par le renforcement de notre offre tant en termes de flux transfrontaliers qu'en termes de conditions de change. Le crédit hypothécaire demeure également un axe de développement majeur pour cette année. Si l'essentiel des crédits octroyés seront pour l'acquisition de biens résidentiels en Suisse romande, la Banque souhaite renforcer son offre pour l'acquisition de biens situés en France par des résidents suisses.

Dans la continuité de 2018, la Banque prévoit d'intensifier ses efforts de conquête commerciale sur le segment des PME de Suisse romande. Un focus particulier est fait sur les entreprises actives tant en Suisse qu'en France. La Banque du Léman, peut dans ce contexte apporter une réelle valeur ajoutée avec notamment l'expertise de sa maison-mère, la Caisse d'Épargne Rhône-Alpes.

Avec l'atteinte de l'équilibre financier en 2018, mais également avec des perspectives de profits en constante hausse pour les années à venir, la Banque a su démontrer que le modèle développé depuis cinq ans était commercialement, économiquement et financièrement viable. Fort de ce constat, l'objectif est désormais d'étendre et de renforcer le réseau de partenaires institutionnels de la Banque. Cela lui permettra notamment de diversifier et d'intensifier ses sources de refinancement.

2019 sera également marquée par un important projet de migration informatique. Opérant initialement sur la plateforme Avaloq via Avaloq Sourcing (Switzerland & Liechtenstein) SA (ASSL), le Conseil d'administration de la Banque du Léman a considéré qu'un changement au profit de la plateforme FINOVA via la société Swisscom permettra à la Banque de mieux appréhender les objectifs ambitieux de développement de ses activités de banque de détail. Ce changement de plateforme informatique permettra également d'offrir à la clientèle de la Banque des outils digitaux modernes et adaptés à leurs besoins.

# Le Groupe Caisse d'Épargne Rhône-Alpes

## La Caisse d'Épargne Rhône-Alpes

La Caisse d'épargne et de prévoyance de Rhône Alpes est une banque coopérative, société anonyme à Directoire et conseil de surveillance dénommé Conseil d'Orientation et de Surveillance (COS).



Héritage historique, la Caisse d'épargne Rhône Alpes est une banque de proximité ancrée sur son territoire. Elle dispose d'un important réseau d'agences, présent dans les bassins de vie et n'est pas délocalisable. Son capital social est détenu par des sociétés locales d'épargne (SLE), dont le capital est lui-même détenu par les sociétaires, habitants du territoire. 1<sup>ère</sup> banque des collectivités locales, elle est également un acteur de premier plan pour élaborer des solutions collectives aux besoins sociaux émergents.

## BPCE

La Caisse d'épargne Rhône Alpes est affiliée à BPCE.



Le Groupe BPCE, deuxième groupe bancaire en France, exerce tous les métiers de la banque et de l'assurance, au plus près des besoins des personnes et des territoires. Il s'appuie sur deux réseaux de banques commerciales coopératives et autonomes, celui des 14 Banques Populaires et celui des 15 Caisses d'épargne, détenus par 9 millions de sociétaires. Le groupe BPCE est un acteur majeur de l'épargne et de l'assurance, de la banque de grande clientèle et des services financiers spécialisés avec Natixis.

Le Groupe BPCE compte près de 30 millions de clients et 105 000 collaborateurs.

## Chiffres clés de la Caisse d'épargne Rhône-Alpes au 31 décembre 2018

### Bilan

Total bilan (en M€)	36'880
Capitaux propres (en M€)	3'360

### Résultats

Résultat Net (en M€)	162.4
Coefficient d'exploitation	60.8%
Ratio de solvabilité	21.9%
Fonds propres réglementaires (en M€)	2'695

### Autres éléments

Effectifs inscrits	2'912
Nombre d'agence	307
Nombre de clients actifs particuliers	1.4 M



# Gouvernance

## Composition du Conseil d'administration

**Alain DENIZOT**

**Président**



### Formation

- Institut des Hautes Etudes de droit rural et d'économie agricole
- Diplôme d'études supérieures comptables et financières (DESC)
- Institut d'administration des entreprises (IAE)

### Parcours professionnel

<b>1986-1987</b>	<b>Crédit du Nord</b> Opérateur de marché à la direction de la Trésorerie
<b>1987-1989</b>	<b>SG Warburg France – Bacot Allain</b> Arbitragiste sur les marchés de taux
<b>1989-1990</b>	<b>Société Marseillaise de Crédit</b> Sous-directeur de marché
<b>1990-1992</b>	<b>Caisse d'Epargne de Versailles</b> Responsable de la gestion financière
<b>1992-2000</b>	<b>Caisse d'Epargne Ile de France</b> Responsable puis Directeur de la gestion financière (1992-1995) Membre du Directoire (1995-2000)
<b>2000- 2003</b>	<b>Caisse d'Epargne de Flandre</b> Directeur général, membre du Directoire
<b>2003- 2007</b>	<b>Ecureuil assurances IARD</b> Directeur général
<b>2003- 2007</b>	<b>Ecureuil assurances IARD</b> Directeur général
<b>2008- 2011</b>	<b>Caisse d'Epargne Picardie</b> Président du Directoire
<b>2011- 2017</b>	<b>Caisse d'Epargne Nord France Europe</b> Président du Directoire
<b>2017- 2018</b>	<b>Caisse d'Epargne Hauts de France</b> Président du Directoire
<b>2018- actuel</b>	<b>Caisse d'Epargne Rhône-Alpes</b> Président du Directoire

### Mandats

- Président du Directoire de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes
- Représentant permanent de la CERA, Gérant de : SCI DANS LA VILLE, SCI GARIBALDI OFFICE, SCI LAFAYETTE BUREAUX, SCI LE CIEL, SCI LE RELAIS
- Membre du Conseil de Surveillance : SA BPCE
- Membre du Comité des risques : SA BPCE
- Représentant permanent de la CERA au Conseil de Surveillance : GIE IT-CE
- Représentant permanent de la CERA au Conseil d'administration : IT CE, SA ERILIA, NATIXIS Factor, Fondation d'entreprise CERA, Fédération Nationale des Caisses d'Epargne
- Censeur de la CE HOLDING PARTICIPATIONS
- Président du Conseil d'administration de l'association le B612



## Benoît GENECAND

**Vice-Président**

**Membre  
indépendant**



### Formation

- Université de Genève - Licence en sciences politiques. Mention HEI
- Swiss Banking School – Diplôme

### Parcours professionnel

- 1986-1996 UBS Genève et Zurich**  
Credit Officer et gestionnaire
- 1996-2007 UBS Genève**  
Responsable Recovery Management (1996-1999)  
Chef de région - Clientèle commerciale (2000-2002)  
Chef de région (2002-2007)
- 2008- Actuel Administrateur indépendant / Conseils**

### Mandats

- Cerutti toitures SA : secrétaire du Conseil d'administration
- Serbeco SA : membre du Conseil d'administration
- Ecole Moser SA : membre du Conseil d'administration
- Dotbase SA : membre du Conseil d'administration
- Fondation Nicolas Bogueret : vice-président du Conseil

## Hans ISLER

**Membre  
indépendant**



### Formation

- Université de Saint-Gall - Master en sciences économiques
- Expert-comptable diplômé

### Parcours professionnel

- 1978-1980 Comité International de la Croix Rouge : Délégué**
- 1980-2002 Arthur Andersen SA**  
Fonctions diverses, Associé et membre du conseil d'administration
- 2002-2011 Ernst & Young SA**  
Associé et membre du conseil d'administration
- 2012- Actuel Administrateur indépendant**

### Mandats

- Vice-président du Conseil d'administration de Leonteq AG - Zurich
- Membre du Conseil d'administration, de Banque Pictet & Cie SA - Genève, Membre de l'organe de contrôle de Pictet & Cie Group SCA
- Président du Conseil d'administration de Banque Thaler SA - Genève
- Président du Conseil d'administration de Valcourt SA - Genève
- Membre du Conseil d'administration de MKS (Switzerland) SA et de PAMP SA – Castel-San-Pietro, président du Comité d'audit de MMTC-Pamp India Pvt. Ltd - Delhi
- Membre du Comité de finance de Médecins Sans Frontière Suisse - Genève

**Laurence  
DUMAZER**

**Membre**



### **Formation**

---

- Formation supérieure en micromécanique (BTS)

### **Parcours professionnel**

---

**1978 - Actuel** Gérante de l'entreprise **DECO PREM**

### **Mandats**

---

- Membre du Conseil du Conseil d'Orientation et de Surveillance de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes
- Présidente et administrateur de la Société Locale d'Epargne de la Banque de Développement Régionale de la Caisse d'Epargne
- Membre du Conseil d'administration, membre du bureau du Pôle de compétitivité Mont Blanc Industries
- Présidente SAS DECO PREM
- Co-gérante SCI Granit 74
- Co-gérante SCI Améthyste 74
- Directeur Général SAS DUJOURD'HUI PATRIMOINE

**Jérôme BALLET**

**Membre**



### **Formation**

---

- Ecole Supérieure de Gestion – Option Finance
- Faculté des sciences de Nice – Licence de biochimie

### **Parcours professionnel**

---

**1990-1994** **Mazars & Guerard**  
Chef de mission

**1994-2000** **Banque Financement et Trésorerie**  
Responsable Contrôle de Gestion

**2000-2003** **Banque Populaire Val de France**  
Responsable Contrôle de Gestion

**2003-2008** **Caisse d'Epargne Lorraine**  
Directeur Financier

**2008-2012** **Caisse d'Epargne Loir Drôme Ardèche**  
Membre du Directoire

**2012- Actuel** **Caisse d'Epargne Rhône Alpes**  
Membre du Directoire

**Didier BRUNO**

**Membre**



### Formation

- Université Panthéon – Sorbonne – Maîtrise de sciences économiques
- Université Panthéon – Sorbonne – DESS de Banque et Finance

### Parcours professionnel

- 1986-1990 Banque du Bâtiment et des Travaux Publics**  
Chargé d'affaires
- 1990-1992 Crédit du Nord**  
Chargé d'affaires
- 1997-2000 Banque Française du Commerce Extérieur (devenue Natixis)**  
Chargé d'affaires
- 1997-2012 Natixis**  
Directeur de centre d'affaires (1997-2000)  
Portfolio Manager (2000-2002)  
Directeur régional (2002-2005)  
Directeur Cash Management (2005-2006)  
Directeur en charge de la ligne de métier cash management/gestion de trésorerie/trade et opérations de la clientèle (2006-2012)
- 2012- Actuel Caisse d'Epargne Rhône Alpes**  
Membre du Directoire

### Mandats

- Membre du Conseil de surveillance de SOCFIM
- Membre du Conseil de surveillance de Thônes Alpes PME Gestion
- Membre du Conseil de surveillance de la Société trois vallées
- Membre du Conseil de surveillance de SI Participations
- Membre du Conseil de surveillance de SI Associés

### Fonctions du Conseil d'administration

	Conseil d'administration	Comité d'audit	Comité de rémunération
Alain Denizot	Président		Membre
Benoît Genecand	Vice-Président		Président
Hans Isler	Membre	Président	
Laurence Dumazer	Membre		
Jérôme Ballet	Membre	Membre	
Didier Bruno	Membre		Membre

## Composition du Comité de Direction

---

<b>Christian LEFAIX</b> <b>Directeur général</b> (jusqu'au 31 décembre 2018)	<b>Formation</b>
	<ul style="list-style-type: none"><li>- Brevet Professionnel Banque</li><li>- Institut Français de Gestion</li></ul>
	<b>Parcours professionnel</b>
	<p><b>1978-1983</b>     <b>Groupe Renault</b> Commercial</p> <p><b>1983-1985</b>     <b>Intermarché</b> Comptable</p> <p><b>1986-2014</b>     <b>Caisse d'Epargne Rhône Alpes</b> Directeur d'agence (1986-1994) Directeur de secteur -1994-2001) Directeur de région (2001-2014)</p> <p><b>2014- Actuel</b>     <b>Banque du Léman</b> Directeur général</p>

<b>Pascal DUCHAINE</b> <b>Directeur général</b> (depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2019)	<b>Formation</b>
	<ul style="list-style-type: none"><li>- Cycle Advanced Management Program B.P.C.E</li><li>- Cycle d'Etudes Supérieures des Affaires H.E.C</li><li>- Cycle d'Etudes Supérieures de Banque du C.F.P.B</li><li>- Ingénieur Université Technologie de Compiègne U.T.C</li></ul>
	<b>Parcours professionnel</b>
	<p><b>2005-2009</b>     <b>Caisse d'Epargne Lorraine Champagne Ardenne</b> Directeur du marché des entreprises, membre du comité de direction</p> <p><b>2009-2018</b>     <b>Caisse d'Epargne Rhône Alpes</b> Directeur du marché des entreprises, membre du comité exécutif (2009-2015) Directeur de l'Economie Locale, membre du comité exécutif (2015-2018)</p> <p><b>2019- Actuel</b>     <b>Banque du Léman</b> Directeur général</p>

**Bruno LAURENT**

**Directeur général  
adjoint**

**Directeur  
administratif et  
financier**



### Formation

---

- Université Paris Dauphine - Maîtrise de sciences de gestion
- Institut National des Télécommunications – INT (Telecom Sud-Paris)
- Université Laval, Canada – MBA
- Expert-comptable diplômé

### Parcours professionnel

---

- 2004-2010 Ernst & Young SA**  
De Junior à Manager
- 2010-2014 Qatar National Bank, Genève**  
Directeur financier, risques et crédit
- 2014- Actuel Banque du Léman**  
Directeur administratif et financier  
Directeur général adjoint depuis 2015

**Philippe POYET**

**Directeur  
commercial**



### Formation

---

- INSEEC Bordeaux, option Finances

### Parcours professionnel

---

- 1993-2010 CIC Lyonnaise de Banque**  
Responsable Marketing Régional (1993-1995)  
Directeur de Clientèle Entreprises (1995-2000)  
Directeur des Particuliers et Service Clientèle (2000-2002)  
Directeur de Territoire Commercial (2002-2007)  
Directeur de Succursale (2005-2007)  
Directeur de Pole Grandes Entreprises (2007-2010)
- 2010-2015 Caisse d'Epargne Rhône Alpes**  
Directeur Régional
- 2015-Actuel Banque du Léman**  
Directeur commercial

**Philippe BRUNIER**

**Directeur des  
opérations**



## Formation

---

- Université Lyon III - License Administration des Entreprises & Sociétés
- Université Lyon III - Maitrise Finance et Gestion de Portefeuille

## Parcours professionnel

---

- 1985-1986**      **Compagnie des Agence de Change (Lyon)**  
Informaticien
- 1986-2014**      **Caisse d'Epargne Rhône Alpes**  
Développeur, Chef de Projet, Directeur technique IT (1986-2004)  
Directeur de la Sécurité et de la Continuité (2004-2012)  
Directeur de Projets Système d'Information et Back-office (2012-2014)
- 2014- Actuel**      **Banque du Léman**  
Directeur des opérations

## Indicateurs financiers

Publication selon les prescriptions sur les fonds propres  
(Circulaire FINMA 2016/1 Publication – banques)

	Position	Valeur au 31.12.2018 (CHF 1'000)	Valeur au 31.12.2017 (CHF 1'000)
1	Fonds propres minimaux basés sur les exigences pondérées en fonction des risques (CHF)	26'103	18'100
2	Fonds propres pris en compte (CHF)	77'796	37'796
3	Dont fonds propres de base durs (CET1) (CHF)	77'116	37'116
4	Dont fonds propres de base (T1) (CHF)	77'116	37'116
5	Positions pondérées en fonction des risques (RWA)	326'288	226'250
6	Ratio CET1 (fonds propres de base durs en % des RWA)	23.6%	16.4%
7	Ratio T1 (fonds propres de base en % des RWA)	23.6%	16.4%
8	Ratio des fonds propres globaux (en % des RWA)	23.8%	16.7%
9	Volant anticyclique de fonds propres (en % des RWA)	1.3%	1.5%
10	Ratio-cible CET1 (en %) selon l'annexe 8 de l'OFR, majoré du volant anticyclique	8.3%	8.5%
11	Ratio-cible T1 (en %) selon l'annexe 8 de l'OFR, majoré du volant anticyclique	9.8%	10.0%
12	Ratio-cible global de fonds propres (en %) selon l'annexe 8 de l'OFR, majoré du volant anticyclique	11.800%	12.0%
13	Ratio de levier Bâle III (fonds propres de base en % de l'engagement global)	9.7%	6.7%
14	Engagement global (CHF)	798'593	550'632
15	Ratio de liquidité à court terme, LCR (en %) du 4e trimestre	131.5%	122.5%
16	Numérateur du LCR : somme des actifs liquides de haute qualité (CHF)	15'024	8'294
17	Dénominateur du LCR : somme nette des sorties de trésorerie (CHF)	11'428	6'773
18	Ratio de liquidité à court terme, LCR (en %) du 3e trimestre	126.3%	154.7%
19	Numérateur du LCR : somme des actifs liquides de haute qualité (CHF)	16'559	8'869
20	Dénominateur du LCR : somme nette des sorties de trésorerie (CHF)	13'113	5'734
21	Ratio de liquidité à court terme, LCR (en %) du 2e trimestre	147.3%	212.3%
22	Numérateur du LCR : somme des actifs liquides de haute qualité (CHF)	13'087	10'516
23	Dénominateur du LCR : somme nette des sorties de trésorerie (CHF)	8'887	4'954
24	Ratio de liquidité à court terme, LCR (en %) du 1er trimestre	120.1%	207.7%
25	Numérateur du LCR : somme des actifs liquides de haute qualité (CHF)	9'008	13'824
26	Dénominateur du LCR : somme nette des sorties de trésorerie (CHF)	7'501	6'656

# Etats financiers 2018

## Bilan

Au 31 Décembre 2018

<b>Actifs</b>		<b>2018</b>	<b>2017</b>
CHF 1'000			
Liquidités		21'445	13'316
Créances sur les banques		106'385	21'234
Créances sur la clientèle	6.1	39'313	27'241
Créances hypothécaires	6.1	611'918	473'721
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	6.2	859	1'938
Comptes de régularisation		612	596
Immobilisations corporelles	6.4	2'623	3'263
Autres actifs	6.5	5'798	15
<b>Total actifs</b>		<b>788'953</b>	<b>541'324</b>

<b>Passifs et Fonds propres</b>		<b>2018</b>	<b>2017</b>
CHF 1'000			
Engagements envers les banques		561'457	425'110
Engagements résultant des dépôts avec la clientèle		140'894	74'749
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	6.2	6'401	1'352
Comptes de régularisation		2'316	1'690
Autres passifs	6.5	28	627
Provisions	6.7	680	680
<b>Capitaux propres</b>			
Capital social	6.8	106'000	66'000
Perte reportée		-28'884	-25'046
Résultat de l'exercice		61	-3'838
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>77'177</b>	<b>37'116</b>
<b>Total passifs</b>		<b>788'953</b>	<b>541'324</b>

## Opérations hors-bilan

---

Au 31 Décembre 2018

	Notes	31.12.2018	31.12.2017
CHF 1'000			
Engagements irrévocables	6.1	17'070	22'970
Engagements conditionnels	7.1	1'293	284

## Compte de résultat

Au 31 Décembre 2018

	Notes	2018	2017
CHF 1'000			
<b>Résultat des opérations d'intérêts</b>			
Produit des intérêts et des escomptes		7'052	5'064
Charges d'intérêts	8.2	1'650	1'516
<b>Résultat brut des opérations d'intérêts</b>		<b>8'702</b>	<b>6'580</b>
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts		8	-28
<b>Sous-total Résultat net des opérations d'intérêts</b>		<b>8'710</b>	<b>6'552</b>
<b>Résultat des opérations de commissions et des prestations de service</b>			
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement		27	18
Produit des commissions sur les opérations de crédit		135	106
Produit des commissions sur les autres prestations de service		787	629
Charges de commissions		-298	-700
<b>Sous-total Résultat des opérations de commissions et des prestations de service</b>		<b>651</b>	<b>53</b>
<b>Résultat des opérations de négoce</b>	8.1	<b>1'873</b>	<b>1'407</b>
<b>Charges d'exploitation</b>			
Charges de personnel	8.3	-4'146	-4'248
Autres charges d'exploitation	8.4	-5'720	-5'695
<b>Sous-total charges d'exploitation</b>		<b>-9'866</b>	<b>-9'943</b>
<b>Bénéfice Brut</b>		<b>1'369</b>	<b>-1'931</b>
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles		-829	-1'197
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes		-32	-415
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>508</b>	<b>-3'543</b>
Impôts	8.5	-448	-295
<b>Résultat de l'exercice</b>		<b>61</b>	<b>-3'838</b>
Bénéfice / perte de l'exercice		61	-3'838
Perte reportée		-28'884	-25'046
<b>Perte au bilan</b>		<b>-28'823</b>	<b>-28'884</b>
<b>Répartition du bénéfice</b>			
Perte reportée au début de l'exercice		-28'884	-25'046
Report à nouveau		61	-3'838
<b>Total</b>		<b>-28'823</b>	<b>-28'884</b>

## Etat des capitaux propres

---

Au 31 Décembre 2018

CHF 1'000

	Capital social	Pertes reportées	Résultat de la période	Total
<b>Capitaux propres au début de la période de référence</b>	66'000	-28'884	-	37'116
<b>Augmentation de capital</b>	40'000	-	-	40'000
Bénéfice (+) / Perte (-) (résultat de la période)	-	-	61	61
<b>Capitaux propres à la fin de la période de référence</b>	106'000	-28'884	61	77'177

## Note aux états financiers

---

Au 31 Décembre 2018

### 1. Raison sociale, forme juridique et siège

La Banque du Léman (la "Banque"), société anonyme de droit suisse, est une banque de détail suisse, filiale à cent pour cent de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes, banque française membre du groupe BPCE. Son siège est situé à Genève, rue F. Bonivard 12. Elle offre une gamme complète de services de banque de détail.

Au 31 décembre 2018, la Banque avait 27 employés à plein temps (2017: 27).

### 2. Principes de comptabilisation et d'évaluation

#### 2.1 Principes généraux

Les états financiers, la comptabilité et les comptes de la Banque sont élaborés en conformité avec le Code des obligations, la Loi fédérale sur les banques et son Ordonnance d'application, ainsi que selon les dispositions statutaires et les directives de la FINMA régissant l'établissement des compte (PCB, Circulaire 2015/01 Comptabilité – Banques).

Les comptes annuels ont été établis selon l'hypothèse de la poursuite de l'activité. Les inscriptions au bilan sont fondées sur des valeurs de continuation.

#### 2.2 Saisie des opérations

Toutes les opérations menées jusqu'à la date d'établissement du bilan sont enregistrées et évaluées quotidiennement selon des principes reconnus. Les résultats de ces opérations figurent dans le compte de résultat. Les opérations effectuées (y compris les opérations monétaires et les opérations sur titres au comptant) vont au bilan à la date de conclusion de l'opération (comptabilité à la date d'opération).

#### 2.3 Délimitation dans le temps

Les produits et charges sont comptabilisés au fur et à mesure qu'ils sont acquis ou courus, ou qu'ils ou elles sont engagés, et enregistrés dans les comptes de l'exercice concerné, et non lors de leur encaissement ou de leur paiement. Des comptes de régularisation sont utilisés pour garantir que les produits et charges correspondent à la période de comptabilisation pertinente.

#### 2.4 Transactions en devises

Les opérations sur devises en cours de l'exercice sont converties au taux en vigueur au moment où l'opération est comptabilisée. Les gains et pertes découlant des opérations sur devises figurent dans le compte de résultat, sous le poste résultat des opérations de négoce, comme étant réalisés au cours de la période.

Les actifs et passifs en devises existant à la fin de l'exercice ont été convertis en francs suisses au taux de change de la devise à la fin de l'exercice, son effet étant aussi enregistré dans le

résultat des opérations de négoce. Les taux de change utilisés pour la conversion des principales monnaies étrangères à la date de clôture sont les suivants :

	<u>31.12.2018</u>	<u>31.12.2017</u>
USD/CHF	0.9840	0.9746
GBP/CHF	1.2543	1.3172
EUR/CHF	1.1267	1.1703

## 2.5 Liquidités et créances sur les banques

Ces montants figurent au bilan à la valeur nominale ou à leur valeur d'acquisition, déduction faite des correctifs de valeur individuels pour créances compromises.

## 2.6 Prêts et avances à la clientèle

Les prêts et avances à la clientèle sont comptabilisés à leur valeur nominale.

Les créances douteuses sur la clientèle font l'objet d'une évaluation individuelle et le cas échéant d'un correctif de valeur individuel comptabilisé à la valeur nominale, qui est porté directement en déduction de cette rubrique, et qui équivaut à la partie de la créance qui n'est pas couverte par des sûretés, et ce dès l'instant où cette créance apparaît compromise.

## 2.7 Immobilisations corporelles

Les immobilisations figurent au bilan à leur prix de revient et sont amorties en utilisant la méthode de l'amortissement linéaire sur une période correspondant à la durée de vie économique utile estimée des divers types d'actifs. Les durées de vie économique utile estimées sont les suivantes:

Mobilier	5 ans
Améliorations des locaux loués	10 ans
Logiciels et équipement informatique	3 ans

Les valeurs comptables sont réexaminées à chaque date de clôture, en vue d'identifier un indicateur de dépréciation. Si une telle indication existe, la valeur utile de l'actif est estimée. Une perte sur dépréciation est enregistrée dans le compte de résultat chaque fois que les valeurs comptables dépassent les valeurs utiles.

## 2.8 Engagements envers les banques et engagements résultants des dépôts avec la clientèle

Ces positions sont enregistrées à la valeur nominale.

## 2.9 Provisions

Les risques potentiels identifiables et estimables existant à la date du bilan donnent lieu à des correctifs de valeur et provisions, déterminés sur une base prudente. Ces risques sont régulièrement examinés par le Comité de Direction. Si des correctifs de valeurs et provisions sont considérés nécessaires, ils sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsque le risque est identifié. Les provisions peuvent comporter des réserves latentes.

## **2.10 Instruments financiers dérivés et valeurs de remplacement d'instruments financiers dérivés**

Les instruments financiers dérivés comprennent les options, les futurs et les swaps sur actions, indices boursiers, devises, matières premières et taux d'intérêt, forward rate agreements et contrats à terme sur devises, titres et matières premières.

Les instruments financiers dérivés sont enregistrés à leur juste valeur. La juste valeur représente le prix disponible sur un marché liquide et efficient ou le prix établi selon un modèle d'évaluation. La valeur de remplacement brute des contrats de dérivés reflète la juste valeur de toutes les opérations non dénouées à la date de clôture. La valeur de remplacement positive est inscrite à l'Actif et la valeur de remplacement négative au Passif.

### **Opérations de couverture**

Dans le cadre de la gestion de son bilan, la Banque utilise des instruments financiers dérivés pour la couverture du risque de taux d'intérêts. Par défaut, les profits et les pertes réalisés et non réalisés sont enregistrés sous "Résultat net des opérations de négoce". Si les instruments financiers dérivés sont mis en œuvre à des fins de couverture, les profits et les pertes réalisés et non réalisés sont alors enregistrés dans un compte de compensation au bilan pour autant qu'aucune adaptation de valeur de l'opération de base ne soit comptabilisée. Le solde du compte de compensation est présenté sous « Autres actifs » ou « Autres passifs ». A défaut, si une adaptation de valeur est saisie au niveau de l'instrument de base qui est couvert, la modification de la valeur de l'instrument de couverture est enregistrée dans la même rubrique du compte de résultat.

La Banque documente les buts et les stratégies des opérations de couverture lors de la conclusion de ces opérations. La Banque vérifie périodiquement l'efficacité de la relation de couverture.

Quant aux valeurs de remplacement des instruments financiers dérivés, elles sont calculées et comptabilisées pour prendre en compte le coût ou le gain qui résulterait d'une éventuelle défaillance de la contrepartie. Sont comptabilisées au bilan dans cette rubrique les valeurs de remplacement positives (à l'actif) et négatives (au passif) de l'ensemble des instruments financiers dérivés ouverts à la date du bilan résultant d'opérations pour propre compte et pour le compte de clients, et ce indépendamment du traitement par le compte de résultat.

## **2.11 Impôts**

Les impôts usuels sur le revenu et le capital de la période correspondante sont déterminés conformément aux dispositions fiscales en vigueur. Les impôts impayés sont enregistrés comme une charge fiscale de la période comptable au cours de laquelle le profit correspondant a été dégagé ou le capital correspondant existait. Ils figurent au passif du bilan sous "Compte de régularisation". Aucun impôt différé n'est reconnu.

## **2.12 Engagements conditionnels et engagements irrévocables**

Ces opérations sont enregistrées dans le hors bilan à leur valeur nominale.

## **3. Principes de gestion du risque**

La limitation et la gestion des risques font partie des priorités des organes de la Banque. Ils



ont mis en place une organisation afin d'identifier, mesurer, gérer, contrôler et surveiller les risques. Les principaux éléments de la gestion des risques sont :

- une politique de risque globale,
- l'application de principes reconnus pour la mesure et gestion des risques,
- la définition de différentes limites de risques accompagnées d'une surveillance et d'un reporting correspondants,
- l'assurance d'un reporting ponctuel et global sur tous les risques.

La gestion des risques se fonde sur la politique générale de risque de la Banque et l'ensemble des politiques et procédures mises en place. Les politiques de risque sont réexaminées périodiquement par la Direction et approuvées par le Comité d'audit et le Conseil d'administration. Le Comité de Direction, le Comité d'audit et le Conseil d'administration procèdent trimestriellement à une évaluation formelle du risque.

Le Conseil d'administration a la responsabilité finale de la gestion des risques au sein de la Banque. Le respect des politiques et procédures s'appuie sur des examens périodiques effectués par les contrôleurs internes et externes. Les résultats de ces examens sont discutés avec la Direction et des résumés en sont présentés au Comité d'audit et au Conseil d'administration.

L'objectif consiste à s'assurer que tous les risques associés aux activités bancaires sont identifiés, évalués et contrôlés correctement et ponctuellement. La Banque attache une grande importance à la force et à la qualité des ressources humaines, des systèmes informatiques, de l'infrastructure et de la culture du risque de l'entreprise, afin d'assurer un processus de gestion du risque sain et efficace.

Des limites spécifiques sont attribuées aux différents types de risques et le respect de ces limites est contrôlé régulièrement.

Un suivi régulier de la situation et des performances financières, des modifications réglementaires et des questions de risque global permet au Comité de Direction d'être tenu régulièrement au courant de la situation financière de la Banque, de sa liquidité et de ses résultats.

En termes de structure d'organisation, la Banque a trois niveaux de gestion du risque / de responsabilité de contrôle du risque:

1. Orientation et supervision générales, effectuées par le Conseil d'administration, qui est responsable de la détermination de la politique générale du risque et de la stratégie de gestion du risque (vision du risque, appétit pour le risque, normes de contrôle du risque).
2. Direction et supervision du risque par le Comité de Direction (formulation et mise en œuvre des stratégies de gestion du risque).
3. Contrôle du risque, principalement par le Département du risque, sous la responsabilité du Directeur administratif et financier.

### **3.1 Risque de crédit**

Le risque de crédit est le risque qu'un client ou une contrepartie d'un actif financier ne remplisse pas ses obligations contractuelles et cause une perte financière à la Banque. Il

découle principalement des prêts et avances de la Banque, des sommes dues par des banques et des placements financiers. Le risque de crédit comprend le risque de défaut, le risque de transfert, le risque pays et la concentration excessive de l'exposition.

Le risque de défaut est contrôlé par des enquêtes strictes sur les contreparties et par la garantie que toutes les expositions significatives sont couvertes par une garantie adéquate.

## **Avance à la clientèle**

### *Structure d'autorisation*

La Banque a mis en place une structure d'autorisations et de limites d'approbation et de renouvellement des facilités de crédit dépendante de différents variables de risque. Dans le cadre d'octroi de crédits hypothécaires, la Banque respecte notamment les principes édictés par l'Association Suisse des Banques dans sa Directive relative à l'examen, l'évaluation, et le traitement des crédits garantis par gage immobilier. Le comité de crédit de la Banque examine les demandes et autorise les opérations en fonction des délégations ainsi que de la politique définie.

Les crédits commerciaux sont revus annuellement. Les crédits hypothécaires, et notamment les garanties sous-jacentes, font l'objet d'une revue périodique définie en fonction du taux d'avance et de la nature du bien gagé.

### *Montant et taux d'avance*

Le montant des prêts est fonction de la capacité du client à assumer le service de la dette et de la valeur des gages retenue par la Banque.

### *Garanties*

La Banque atténue le risque de crédit en obtenant des garanties réelles sous forme de garanties hypothécaires ou d'actifs escomptables placés à la Banque. Si elle juge la solidité financière d'un emprunteur excellente, elle peut lui octroyer un prêt en blanc.

Dans le cadre de son activité de crédit hypothécaire et selon la valeur de la garantie prise, la Banque recourt notamment à des experts immobiliers externes afin d'obtenir ou mettre à jour la valeur des biens pris en garantie.

### *Suivi*

Les crédits - y compris la valeur des garanties - font l'objet d'un suivi régulier et, lorsqu'un problème est identifié, la Banque prend des mesures de correction.

## **Exposition envers les banques**

Dans le cas de contreparties bancaires et similaires, le risque de crédit est géré en fixant des limites de trésorerie, de positions nostro, de garanties, de devises. Ces limites sont vérifiées régulièrement.

Les risques de crédit envers les établissements bancaires ne sont contractés que vis-à-vis de contreparties dont la solvabilité apparaît établie. Une revue régulière de la qualité de ces contreparties et des limites mises en place est effectuée.

Au 31 décembre 2018, l'exposition de la Banque envers des contreparties bancaires peut se résumer comme suit :

Contrepartie notée AA/Aa/Aa\* : kCHF 102  
Contrepartie notée A/A/A\* : kCHF 106'283  
\* Selon notation Standard & Poor's/Moody's / Fitch

### 3.2 Risques de marché

Le risque de marché est le risque que les produits de la Banque et/ou la valeur d'un instrument financier fluctuent en raison de changements dans les prix du marché tels les taux d'intérêt, les taux de change des devises et les prix de marché des actions.

#### Risque de liquidité

Le risque de liquidité ou de financement est le risque que la Banque rencontre des difficultés à remplir les obligations associées à des engagements financiers.

Les risques de liquidité sont contrôlés conformément aux exigences réglementaires. La Banque conserve en permanence des liquidités suffisantes. De plus, elle pourrait compter sur le soutien de sa maison-mère, et plus largement du Groupe BPCE.

#### Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt provient des instruments financiers portant intérêt et reflète la possibilité que les taux d'intérêt affectent négativement la valeur des instruments financiers et du produit correspondant.

Le risque de taux d'intérêt découlant de tous types de positions est géré et surveillé par la Direction de la Banque. Les limites maximales d'exposition sont fixées et contrôlées régulièrement et l'analyse de sensibilité sur les financements futurs est menée périodiquement.

La Banque veille à une concordance des échéances entre prêts et emprunts et gère les éventuelles impasses de taux en recourant notamment à des instruments financiers dérivés.

#### Risque de change

Le risque de change est le risque que la valeur d'un instrument financier fluctue en raison de modifications des taux de change ; il découle des instruments financiers libellés dans une devise étrangère. La monnaie de référence de la Banque est le franc suisse.

Le risque de change est contrôlé par l'utilisation de limites d'exposition journalières et par un examen quotidien de la position de change pour chaque devise. L'objectif global est de réduire l'exposition aux devises à un minimum.

### 3.3 Risques opérationnels

Le risque opérationnel est celui d'une perte directe ou indirecte découlant d'une grande variété de causes liées aux processus, personnel, technologie et infrastructure de la Banque et de facteurs externes autres que les risques de crédit et de marché. Les risques opérationnels découlent de toute l'activité de la Banque et tous les départements y sont confrontés. La

Banque cherche à gérer le risque opérationnel de manière à équilibrer la prévention de pertes financières et de dommages à la réputation de la Banque et le rapport coût-efficacité global. Ces risques sont traités au moyen d'un ensemble de politiques et de procédures mises en place pour identifier, évaluer, suivre, contrôler, gérer et rendre compte des risques. Si nécessaire, le risque est atténué par une assurance.

### **3.4. Risque compliance**

Le risque de non-conformité (compliance) correspond aux risque de sanction légale et réglementaire ainsi qu'au risque de pertes financières ou d'atteinte à la réputation de la banque qui pourraient découler d'un manquement au respect des prescriptions, normes et règles en vigueur. Le département Conformité a pour objectif de préserver la réputation de la banque et de s'assurer qu'elle respecte en tout temps la législation en vigueur. Pour se faire, le département assure une veille réglementaire, notamment pour tout ce qui est lié aux activités transfrontalières et à la fiscalité (y compris internationale) et vérifie que les directives et règlements internes sont bien en ligne avec ces dispositions. La lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, le respect des sanctions internationales et la vigilance quant au risque de fraude font également partie des priorités du département.

## **4. Politique d'affaires en matière d'instruments financiers dérivés et de comptabilité de couverture**

Les instruments financiers dérivés sont principalement utilisés par la Banque dans le cadre de la gestion de ses risques ALM.

Conformément à sa politique en matière de gestion des risques ALM, la Banque limite son exposition au risque de taux d'intérêt en recourant notamment à des instruments financiers dérivés de type IRS (Interest Rate Swap) ou Swaptions, ceci afin de réduire les éventuels impasses de taux d'intérêts générés par l'activité de crédit à la clientèle et son refinancement sur le marché.

L'efficacité des couvertures est mesurée initialement lors de chaque réalisation d'opérations de couverture et est revue annuellement. L'efficacité est réalisée en comparant le résultat estimé qui sera dégagé par l'instrument de couverture avec celui du sous-jacent. Les opérations ne remplissant plus ou seulement partiellement leur fonction de couverture sont assimilées, pour leur fraction inefficace, à des opérations de négoce et traitées comme telles. Un suivi strict des positions est réalisé par le département risques de la Banque afin de s'assurer de l'efficacité de la couverture. Le résultat de la couverture est discuté trimestriellement au sein du Comité ALM.

## **5. Externalisation**

La Banque externalise la gestion, le développement et l'entretien de son logiciel bancaire, ainsi que ses activités de back office, à la société Avaloq Sourcing SA (ex B-Source SA), en Suisse, qui est la principale société d'externalisation de ces services pour les banques sur le marché suisse.

Les services externalisés font l'objet d'un contrat de prestation de services détaillé et sont contrôlés via des rapports de résultats de qualité fréquents, élaborés par Avaloq Sourcing SA, ainsi que via un suivi de la Banque.

## 6. Informations relatives au bilan

### 6.1 Présentation des couvertures des créances et des opérations hors bilan ainsi que des créances compromises

<b>Prêts</b>				
CHF 1'000	Garanties hypothécaires	Autres garanties	En blanc	Total
Créances sur la clientèle	4'293	17'742	17'371	39'406
Créances hypothécaires				
- immeubles d'habitation	576'273	-	-	576'273
- immeubles commerciaux	35'645	-	-	35'645
<b>Total des prêts (avant compensation avec les corrections de valeur)</b>	<b>616'211</b>	<b>17'742</b>	<b>17'371</b>	<b>651'324</b>
<i>Année précédente</i>	478'180	18'845	4'041	501'066
<b>Total des prêts (après compensation avec les corrections de valeur)</b>	<b>616'211</b>	<b>17'742</b>	<b>17'278</b>	<b>651'231</b>
<i>Année précédente</i>	478'180	18'845	4'041	501'066

<b>Hors bilan</b>				
CHF 1'000				
Engagements irrévocables*	17'070	-	660	17'730
<b>Total du hors bilan</b>	<b>17'070</b>	<b>-</b>	<b>660</b>	<b>17'730</b>
<i>Année précédente</i>	22'604	-	366	22'970

\* inclus kCHF 17'070 d'engagements vis-à-vis de la clientèle et kCHF 660 de garantie des dépôts

<b>Créances compromises</b>				
CHF 1'000	Montant brut	Valeur estimée de réalisation des sûretés	Montant net	Correctifs de valeurs individuels
<b>Total créances compromises</b>	<b>93</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>93</b>
<i>Année précédente</i>	104	-		104

## 6.2 Présentation des instruments financiers dérivés

### Instruments financiers dérivés

CHF 1'000	Instruments de négoce			Instruments de couverture		
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volumes des contrats	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volumes des contrats
<b>Instrument de taux</b>						
Sw aps	-	-	-	679	6'401	407'000
<b>Devises/métaux précieux</b>						
Contrats à terme	180	1	6'838	-	-	-
<b>Total</b>	<b>180</b>	<b>1</b>	<b>6'838</b>	<b>679</b>	<b>6'401</b>	<b>407'000</b>
Année précédente	22	56	4'715	1'916	1'296	302'000

CHF 1'000	Instances centrales de clearing	Banques et négociants en valeurs mobilières	Autres clients
Valeurs de remplacement positive	-	679	180
Valeurs de remplacement négative	-	6'401	1

## 6.3 Comptes de régularisation

La Banque a reconnu en 2018 des revenus d'intérêts sur les engagements envers les banques en raison de taux d'intérêts négatifs. Les intérêts négatifs dus mais non encore échus au 31 décembre 2018 sont comptabilisés dans les comptes de régularisation passif. Il en résulte les positions suivantes au 31 décembre 2018 :

<b>Comptes de régularisation actif</b>	<b>31.12.2018</b>	<b>31.12.2017</b>
CHF 1'000		
Créances rattachées intérêts positifs	470	323
Autres	142	273
<b>Total</b>	<b>612</b>	<b>596</b>

<b>Comptes de régularisation passif</b>	<b>31.12.2018</b>	<b>31.12.2017</b>
CHF 1'000		
Dettes rattachées - intérêts positifs	465	33
Dettes rattachées - intérêts négatifs	-667	-599
Autres charges à payer	2'518	2'256
<b>Total</b>	<b>2'316</b>	<b>1'690</b>

## 6.4 Présentation des immobilisations corporelles

	Valeur d'acquisition	Amort. cumulés	Valeur comptable au 31.12.2017	Invest. / Désinvest. en 2018	Amort. en 2018	Valeur comptable au 31.12.2018
CHF 1'000						
Amélioration des locaux loués	3'523	1'130	2'393	2	352	2'043
Mobilier	442	246	196	-	88	108
Équipement informatique	152	144	8	-	6	2
Logiciels	5'392	4'793	599	187	338	448
Logiciels développés en interne	797	729	68	-	45	23
<b>Total immo. corporelles</b>	<b>10'306</b>	<b>7'042</b>	<b>3'263</b>	<b>189</b>	<b>829</b>	<b>2'623</b>

Engagements résultant de leasing d'exploitation au 31.12.2018 : kCHF 3'294 (*dont avec échéance inférieure à un an : kCHF 902*) dont :

- Loyers d'exploitation : kCHF 2'899 (*dont kCHF 744 à moins d'un an*)
- Location de véhicules : kCHF 71 (*dont kCHF 50 à moins d'un an*)
- Location matériel informatique : kCHF 325 (*dont kCHF 108 à moins d'un an*)

## 6.5 Répartition des autres actifs et autres passifs

<b>Autres actifs</b>	<b>31.12.2018</b>	<b>31.12.2017</b>
CHF 1'000		
Compte de compensation	5'721	-
Actifs divers	77	15
<b>Total</b>	<b>5'798</b>	<b>15</b>

<b>Autres passifs</b>	<b>31.12.2018</b>	<b>31.12.2017</b>
CHF 1'000		
Compte de compensation	-	620
Impôts indirects	28	7
<b>Total</b>	<b>28</b>	<b>627</b>

## 6.6 Indications relatives à la situation économique des institutions de prévoyance

La Banque du Léman est affiliée à la Fondation collective LPP de la fondation BCV, depuis avril 2014.

La Banque possède deux plans de pension à prestation déterminées (2ème pilier) fourni par la Fondation BCV, le premier assurant les employés de la Banque, le second assurant les membres de la Direction. Ces plans de pension sont structurés en tant que Fondations LPP collectives et les prestations sont les suivantes:

- Risque - décès, incapacité, vieillesse
- Epargne retraite

Le taux estimé de couverture de ces plans était au 31.12.2018 de 104% (2017 : 111.5%)

			31.12.2018	31.12.2017		
CHF 1'000						
<b>Engagements envers les propres institutions de prévoyance</b>			<b>4</b>	<b>12</b>		
	Excédent / Déficit au	Avantage / obligation nets de la Banque	Variation de la période	Cotisation payée	Contribution au fond de pension incluse dans les charges de personnel de	
	31.12.2018	31.12.2018	31.12.2017	2018	2018	2017
CHF 1'000						
Engagement économique et charges de prévoyance						
	-	-	-	527	338	256

## 6.7 Correctifs de valeurs et provisions

Correctifs de valeurs et provisions	Solde 31.12.2017	Utilisation conforme au but	Reclassi- fication	Différence de change	Intérêts en souffrance, recouvrements	Nouvelle provision à la charge des comptes de résultat	Dissolutions par le compte de résultat	Solde 31.12.2018
CHF 1'000								
Autres provisions	680	-	-	-	-	0	-	680
<b>Total</b>	<b>680</b>	-	-	-	-	<b>0</b>	-	<b>680</b>
<b>Total provisions</b>	<b>680</b>	-	-	-	-	<b>0</b>	-	<b>680</b>
Correction de valeur pour risques de défaillance des créances compromises	104	31	-	-	-	20	-	93
<b>Total correctifs de valeur</b>	<b>104</b>	<b>31</b>	-	-	-	<b>20</b>	-	<b>93</b>

Pour la couverture du risque latent des portefeuilles de crédits hypothécaires et de créances sur la clientèle, une provision spécifique a été constituée.

Concernant le portefeuille de crédits hypothécaires, la provision est de KCHF 518 à fin 2018 et a été définie sur la base d'un taux de défaut appliqué au montant des créances non couvertes après prise en compte d'un scénario de fortes tensions baissières sur le marché hypothécaire résidentiel suisse.

Concernant le portefeuille des créances sur la clientèle, la provision est de KCHF 162 à fin 2018 et a été définie sur la base d'un taux de défaut appliqué au montant des créances non couvertes.

Ces provisions sont actuellement considérées comme des réserves latentes.

## 6.8 Capital social

<b>Capital social</b> CHF 1'000	31.12.2018			31.12.2017		
	Valeur nominale	Nombre d'unités	Capital portant dividendes	Valeur nominale	Nombre d'unités	Capital portant dividendes
Capital social	106'000	106'000	106'000	66'000	66'000	66'000
<b>Total</b>	<b>106'000</b>	<b>106'000</b>	<b>106'000</b>	<b>66'000</b>	<b>66'000</b>	<b>66'000</b>
<i>dont capital non libéré</i>	-	-	-	-	-	-

La banque a procédé à une augmentation de capital de kCHF 40'000 en date du 30 novembre 2018. L'unique actionnaire demeure la Caisse d'Epargne Rhône-Alpes (CERA).

## 6.9 Créances et engagements envers des parties liées

Les conditions de taux d'intérêt appliquées aux créances et engagements envers les parties liées sont conformes aux pratiques de marché.

CHF 1'000	<b>Créances</b>		<b>Engagements</b>	
	31.12.2018	31.12.2017	31.12.2018	31.12.2017
Participants qualifiés	100'975	16'578	515'549	414'887
Sociétés du groupe	1'942	4'664	4'098	676
Affaires d'organes	480	-	320	279
<b>Total</b>	<b>103'397</b>	<b>21'242</b>	<b>519'967</b>	<b>415'842</b>

## 6.10 Participants significatifs

### Propriétaires significatifs de capital et groupes de propriétaires de capital liés par des conventions de vote

CHF 1'000	31.12.2018		31.12.2017	
	Nominal	Participation	Nominal	Participation
Caisse d'Epargne Rhône Alpes	<b>106'000</b>	<b>100%</b>	<b>66'000</b>	<b>100%</b>

La Caisse d'Epargne Rhône Alpes est détenue par 13 Sociétés Locales d'Epargne françaises, dont 4 détiennent une participation qualifiée (SLE de Lyon, Région grenobloise, Beaujolais Val de Saône et Haute-Savoie).

## 6.11 Structure des échéances des instruments financiers

<b>Actif circulant</b>	A vue	Dénonçable	Jusqu'à 3 mois	de 3 à 12 mois	de 12 mois à 5 ans	Plus de 5 ans	Immobilisés	Total
CHF 1'000								
Liquidités	21'445	-	-	-	-	-	-	21'445
Créances sur les banques	106'385	-	-	-	-	-	-	106'385
Créances sur la clientèle	867	2'810	-	16'995	5'632	13'009	-	39'313
Créances hypothécaires	-	25'597	2'486	8'432	70'845	504'558	-	611'918
Valeur de remplacement positive d'instruments financiers	859	-	-	-	-	-	-	859
<b>Total</b>	<b>129'556</b>	<b>28'407</b>	<b>2'486</b>	<b>25'427</b>	<b>76'477</b>	<b>517'567</b>	-	<b>779'920</b>
<i>Année précédente</i>	<i>36'720</i>	<i>11'348</i>	<i>1'358</i>	<i>1'839</i>	<i>77'901</i>	<i>408'284</i>	-	<i>537'450</i>
<b>Passif circulant</b>								
CHF 1'000								
Engagements envers les banques	931	-	112'196	229'150	125'180	94'000	-	561'457
Engagements résultant des dépôts avec la clientèle	127'181	-	1'224	12'359	130	-	-	140'894
Valeur de remplacement négative d'instruments financiers	6'401	-	-	-	-	-	-	6'401
<b>Total</b>	<b>134'513</b>	-	<b>113'420</b>	<b>241'509</b>	<b>125'310</b>	<b>94'000</b>	-	<b>708'752</b>
<i>Année précédente</i>	<i>71'533</i>	-	<i>54'873</i>	<i>185'285</i>	<i>121'020</i>	<i>68'500</i>	-	<i>501'211</i>

## 6.12 Répartition des actifs et passifs entre la suisse et l'étranger

Répartition des actifs et passifs selon le domicile du débiteur / créancier

<b>Actifs</b>	<b>31.12.2018</b>		<b>31.12.2017</b>	
	Suisse	Etranger	Suisse	Etranger
CHF 1'000				
Liquidités	20'040	1'405	11'477	1'839
Créances sur les banques	4'231	102'154	2'041	19'193
Créances sur la clientèle	34'953	4'360	27'205	36
Créances hypothécaires	582'525	29'393	453'627	20'094
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	-	859	-	1'938
Compte de régularisation	472	140	586	10
Immobilisations corporelles	2'623	-	3'263	-
Autres actifs	5'798	-	15	-
<b>Total actifs</b>	<b>650'642</b>	<b>138'311</b>	<b>498'214</b>	<b>43'110</b>

<b>Passifs</b>	<b>31.12.2018</b>		<b>31.12.2017</b>	
	Suisse	Etranger	Suisse	Etranger
CHF 1'000				
Engagements envers les banques	46'835	514'622	10'070	415'040
Engagement résultant des dépôts avec la clientèle	95'439	45'455	43'878	30'871
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	-	6'401	-	1'352
Comptes de régularisation	2'983	-667	2'262	-572
Autres passifs	28	-	627	-
Provisions	680	-	680	-
<b>Capitaux propres</b>				
Capital social	106'000	-	66'000	-
Perte reportée	-28'884	-	-25'046	-
Perte de l'exercice	61	-	-3'838	-
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>77'177</b>		<b>37'116</b>	
<b>Total passifs</b>	<b>223'142</b>	<b>565'811</b>	<b>94'633</b>	<b>446'691</b>

### 6.13 Répartition des actifs et passifs par Groupe de pays

<b>Actifs</b>	<b>31.12.2018</b>		<b>31.12.2017</b>	
	Valeur absolue	Part en %	Valeur absolue	Part en %
CHF 1'000				
Suisse	650'642	82.5%	498'214	92.0%
France	136'906	17.4%	41'270	7.6%
Autres	1'405	0.2%	1'840	0.3%
<b>Total</b>	<b>788'953</b>	<b>100.0%</b>	<b>541'324</b>	<b>100.0%</b>

<b>Passifs</b>	<b>31.12.2018</b>		<b>31.12.2017</b>	
	Valeur absolue	Part en %	Valeur absolue	Part en %
CHF 1'000				
Suisse	223'142	28.3%	94'633	17.5%
France	565'567	71.7%	446'599	82.5%
Autres	244	0.03%	92	0.02%
<b>Total</b>	<b>788'953</b>	<b>100.0%</b>	<b>541'324</b>	<b>100.0%</b>

## 6.14 Répartition des actifs selon la solvabilité des Groupes de pays

Actifs CHF 1'000	31.12.2018		31.12.2017	
	Valeur absolue	Part en %	Valeur absolue	Part en %
Suisse	650'642	82.5%	498'214	92.0%
France	136'906	17.4%	41'270	7.6%
Autres	1'405	0.2%	1'840	0.3%
<b>Total</b>	<b>788'953</b>	<b>100.0%</b>	<b>541'324</b>	<b>100.0%</b>

## 6.15 Répartition des actifs et passifs selon les monnaies les plus importantes

Actifs CHF 1'000	CHF	EUR	Autres	Total
Liquidités	19'949	1'496	-	21'445
Créances sur les banques	28'281	75'895	2'209	106'385
Créances résultant d'opérations de financement de titres				-
Créances sur les clients	33'020	6'293	-	39'313
Créances hypothécaires	605'030	6'888	-	611'918
Opérations de négoce				-
Valeurs de remplacement positives	859	-	-	859
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur				-
Compte de régularisation	612	-	-	612
Immobilisations corporelles	2'623	-	-	2'623
Autres actifs	5'798	-	-	5'798
Capital social non libéré				
<b>Total des actifs bilantaires</b>	<b>696'172</b>	<b>90'572</b>	<b>2'209</b>	<b>788'953</b>
Prétentions à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme, et en options sur devises	6'838	-	-	6'838
<b>Total</b>	<b>703'010</b>	<b>90'572</b>	<b>2'209</b>	<b>795'791</b>

Passifs CHF 1'000	CHF	EUR	Autres	Total
Engagements envers les banques	521'381	40'076	-	561'457
Engagement résultant des dépôts de la clientèle	97'611	41'458	1'825	140'894
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	6'401	-	-	6'401
Comptes de régularisation	2'316	-	-	2'316
Autres passifs	28	-	-	28
Provisions	680	-	-	680
Capital social	106'000	-	-	106'000
Bénéfice reporté/perte reportée	-28'884	-	-	-28'884
Bénéfice/perte (résultat de la période)	61	-	-	61
<b>Total des passifs bilantaires</b>	<b>705'594</b>	<b>81'534</b>	<b>1'825</b>	<b>788'953</b>
Engagements à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en option sur devise	-	6'838	-	6'838
<b>Total</b>	<b>705'594</b>	<b>88'372</b>	<b>1'825</b>	<b>795'791</b>

## 7. Informations relatives au hors-bilan

### 7.1 Répartition des créances et engagements conditionnels

<b>Engagements conditionnels</b>	<b>31.12.2018</b>	<b>31.12.2017</b>
CHF 1'000		
Garanties de crédits et instruments similaires pour le compte de la clientèle	1'293	284
<b>Total</b>	<b>1'293</b>	<b>284</b>

## 8. Informations relatives au compte de résultat

### 8.1 Répartition du résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur

<b>Résultat de négoce provenant des:</b>	<b>31.12.2018</b>	<b>31.12.2017</b>
CHF 1'000		
- devises	1'873	1'407
<b>Total</b>	<b>1'873</b>	<b>1'407</b>

### 8.2 Indication d'un produit de refinancement significatif dans la rubrique Produits des intérêts et des escomptes ainsi que des intérêts négatifs significatifs

Pour l'exercice 2018, la Banque a reconnu KCHF 1'932 d'intérêts négatifs sur ses opérations de refinancement. Ces intérêts négatifs ont été comptabilisés en revenus dans le compte « charges d'intérêts ».

### 8.3 Répartition des charges de personnel

<b>Répartition des charges de personnel</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
CHF 1'000		
Salaires et indemnités	3'350	3'466
Charges sociales	342	423
Contributions aux institutions de prévoyance	338	256
Autres frais de personnel	116	103
<b>Total des charges personnel</b>	<b>4'146</b>	<b>4'248</b>

### 8.4 Répartition des charges d'exploitation

<b>Répartition des charges d'exploitation</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
CHF 1'000		
Externalisation de services (informatique et back-office)	2'611	2'992
Frais de communication et publicité	533	688
Coût des locaux	824	833
Frais d'administration et de consultation	206	239
Frais d'audit externe (audit financier et prudentiel)	222	232
Frais et taxes d'augmentation de capital	439	-
Autres charges d'exploitation	886	711
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>5'720</b>	<b>5'695</b>

La Banque a reconnu un droit de timbre de CHF 400k suite à l'augmentation de capital de CHF 40'000k initiée en novembre 2018.

### 8.5 Impôts

Au 31.12.2018, la Banque, ayant des pertes reportables déductibles au titre de l'exercice en cours, ne paie pas d'impôts sur le bénéfice. La totalité de la charge d'impôts 2018 correspond à l'impôt sur le capital.

Au 31.12.2018, la Banque bénéficie encore de kCHF 28'823 de pertes reportables.

## 9. Evénements significatifs survenus après la date du bilan

Aucun événement significatif qui nécessiterait une information dans les présents états financiers n'est survenu après le 31 décembre 2018.

# Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels



Ernst & Young SA  
Route de Chancy 59  
Case postale  
CH-1213 Lancy

Téléphone: +41 58 286 56 56  
Téléfax: +41 58 286 56 57  
www.ey.com/ch

A l'Assemblée générale de  
Banque du Léman SA, Genève

Genève, le 28 mars 2019

## Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de Banque du Léman SA, comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état des capitaux propres et l'annexe (pages 16 à 36) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2018.



### Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales et aux statuts, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.



### Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.



### Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2018 sont conformes à la loi suisse et aux statuts.



#### Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO et art. 11 LSR) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'article 728a al. 1 chiffre 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

En outre, nous attestons que la proposition relative à l'emploi du bénéfice au bilan est conforme à la loi suisse et aux statuts et recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Ernst & Young SA



Didier Müller  
Expert-réviseur agréé  
(Réviseur responsable)



Beatrice Groppelli  
Experte-réviseur agréée